

A



Accise

Taxes indirectes de consommation frappant certaines catégories de produits et codifiées par des directives communautaires et le Code général des impôts. Les droits d'accises concernent trois catégories de produits :

- les huiles minérales ;
- l'alcool et les boissons alcooliques ;
- les tabacs manufacturés.

Concernant plus particulièrement les boissons alcooliques, les droits d'accises en France sont : le droit de consommation sur les vins, cidres, poirés et hydromels ; le droit de consommation sur les alcools et les produits intermédiaires ; le droit spécifique sur les bières.



Acconier

L'acconier (qui s'écrit également *aconier*) est un entrepreneur de maintenance maritime qui assure notamment le chargement, l'arrimage ou le déchargement des navires de commerce. L'acconier peut intervenir aussi bien à quai (train, camion...) qu'à bord de bateaux (navire de mer, barge...). Il s'aide de véhicules lourds (cavalier, remorque porte-conteneurs...), d'engins de maintenance à conducteur autoporté (chariot élévateur...) mais peut aussi opérer manuellement, le tout en accord avec la réglementation portuaire.

Le terme acconier est surtout utilisé dans les ports de commerce du Sud de la France, dans le Nord on lui préfère le terme de **stevedore**, ceux de l'Atlantique celui de **manutentionnaire**.



Accord bilatéral

Accord passé entre **deux pays** pour faciliter les échanges.

Exemple : accord entre le Maroc et les États-Unis entré en vigueur en 2006 qui prévoit une plus grande ouverture du marché américain pour les produits marocains.

Le début des années 2000 a vu une multiplication de ce type d'accord (300 accords signés en 2006), il en existe aujourd'hui plusieurs milliers.



Accords de Bretton-Woods

Accords signés en 1944 à **Bretton-Woods** (petite ville de l'État du New Hampshire aux États-Unis) pour la réorganisation du **Système Monétaire International**. Ces accords, ratifiés par 44 pays, visent, dans un premier temps, à rétablir un ordre monétaire international par la création du Fonds monétaire international (FMI). Dans un second temps, à favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre notamment avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

Ils font également du **dollar** la monnaie de référence dans le monde, ce qui lie les cours des devises étrangères à cette monnaie plutôt qu'à l'or. En 1976, les principes de Bretton-Woods ont été abandonnés par tous les membres signataires et les devises du monde retrouvaient de nouveau une fluctuation libre.



Accords de Clearing

Accords de **compensation bilatérale** permettant à des pays de participer à l'échange international sans sortie de devise (ou d'or). Ce système a été mis au point par les Allemands pour sortir de la crise de 1929, moment où le pays était confronté à un manque de réserve en or et en devises.

Concrètement il s'agit d'une convention entre deux pays aux termes de laquelle le produit des exportations d'un des pays est affecté au règlement de ses importations. Cette pratique tend à réaliser un équilibre des échanges entre l'importateur et l'exportateur. Ce type d'accord ne peut être conclu que pour des durées limitées dans la mesure où il impose un maintien des échanges au niveau de l'État qui exporte le moins.



Accord de partenariat économique (APE)

Les Accords de partenariat économique (APE) constituent le volet commercial de l'**Accord de Cotonou**. Ces accords commerciaux visent à développer le libre-échange entre l'**Union européenne** et les pays dits **ACP** (Afrique, Caraïbes, Pacifique). L'objectif est de permettre aux pays de la zone ACP de bénéficier d'un accès préférentiel sur le marché européen. Plus largement, ces accords doivent permettre :

- de stimuler la croissance économique des pays ACP à travers le développement de leur compétitivité ;
- promouvoir le développement de cette région ;
- établir un accord commercial respectant les règles de l'OMC.



Accord de protection des investissements étrangers (APIE)

Mesure destinée à favoriser l'essor du commerce et des investissements à l'étranger. Concrètement, l'APIE est un traité international qui impose des obligations contraignantes aux gouvernements hôtes en ce qui concerne le traitement à accorder aux investisseurs étrangers et à leurs investissements. En établissant des règles claires et un mécanisme de mise en œuvre efficace, il fournit un **cadre juridique stable** pour promouvoir et protéger les investissements étrangers. Généralement, ce type d'accord établit une série d'obligations portant sur le traitement non discriminatoire, l'expropriation, le transfert de fonds, la transparence, l'application régulière de la loi et le règlement des différends, entre autres.

Ce type d'accord donne aux investisseurs étrangers une plus grande prévisibilité et une plus grande certitude quant au cadre d'évolution de leurs investissements.



Accords multilatéraux sur l'environnement

Les **accords multilatéraux sur l'environnement** (AME) sont des traités internationaux passés entre plusieurs États (plus de 2 pays), qui visent à **protéger et à restaurer l'environnement mondial**. Ils contribuent au développement durable en imposant des actions particulières aux signataires. Les AME se sont développés sans coordination, sans hiérarchisation, et s'appliquent à des espaces différents. La plupart d'entre eux ne prévoient pas de mécanisme de sanction en cas d'inexécution et ne comportent pas de véritable système de surveillance. **Une procédure d'arbitrage** est parfois prévue en cas de litiges ; mais le recours à celle-ci requiert classiquement l'accord des deux parties en conflit (y compris la partie fautive), et peut donc aisément être évité. Ces accords se sont multipliés ces vingt dernières années, on en compte aujourd'hui plus de 200.

Les principaux sont :

- C.I.T.E.S. ;
- Convention de Bâle ;
- Convention de Vienne ;
- Protocole de Montréal ;
- Protocole de Kyoto ;
- Convention Ramsar.



Accord régional

Accord passé entre **plusieurs pays d'une même région du monde** pour faciliter les échanges, le déplacement des biens, services, capitaux et des personnes.

Exemples : UE (Union européenne), MERCOSUR (marché commun du Sud), ANASE ou ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est)...

Les accords peuvent prendre des formes plus ou moins avancées d'intégration économique. On distingue cinq niveaux d'intégration : **la zone de libre-échange** (forme la plus simple), **l'union douanière**, **le marché commun**, **l'union économique**, **l'intégration économique** (forme la plus évoluée). Ce type d'accord est en contradiction avec le mouvement de mondialisation en contribuant à la régionalisation des échanges mondiaux et à la constitution de blocs régionaux.



Accord SPS

L'**Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires** est entré en vigueur au moment de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 1^{er} janvier 1995. Il a trait à l'application des réglementations concernant **l'innocuité des produits alimentaires**, ainsi que la **protection de la santé des animaux** et la **préservation des végétaux**. Concrètement, il indique quels sont les droits et obligations des membres de l'OMC qui souhaitent mettre en œuvre des actions de restriction des importations dans le but de protéger la vie ou la santé des personnes, des animaux et des végétaux.



Acculturation

Processus par lequel un individu apprend à vivre et à travailler dans une **culture différente** de la sienne, en utilisant ses capacités d'accommodation, d'adaptation et d'assimilation. Cela nécessite un contact prolongé et permanent avec l'autre culture.



ACICI

ACICI est l'acronyme de **Agence de coopération et d'information pour le commerce international**, (en anglais : *Agency for international trade information and coopération*). L'ACICI est une organisation intergouvernementale basée à Genève dont le mandat est **d'aider les pays les moins favorisés (PMF)** à mener une diplomatie commerciale plus active par le biais d'une meilleure compréhension des aspects techniques des règles commerciales et accords de l'OMC. L'ACICI contribue à améliorer la position de ces pays dans le système commercial multilatéral et leur permet de tirer profit du processus de mondialisation.



ACP (Zone)

La zone ACP est constituée de 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Parmi ceux-ci, 50 sont des pays africains, 15 sont des pays des Caraïbes, dont la plupart sont insulaires, et 14 sont des États insulaires du Pacifique.

La Zone ACP est signataire des accords de Lomé qui constituent un programme de coopération entre les 27 États de l'Union européenne et les 79 pays de la zone. Ces accords concernent principalement des préférences tarifaires donnant accès pour ces pays au marché européen, ainsi que des fonds spéciaux destinés à garantir la stabilité des prix à l'achat pour les produits agricoles et miniers. L'accord de Cotonou, signé au Bénin en juin 2000 lui a succédé. Ce dernier est centré sur l'objectif de réduction de la pauvreté et repose sur le dialogue politique, l'aide au développement et une coopération économique et commerciale renforcée.



Acquit-à-caution

Déclaration douanière de marchandises placées sous un régime suspensif de droits et taxes : admission temporaire... Avec l'acquit-à-caution la

marchandise qui n'a pas encore payé les droits liés à son entrée sur le territoire, est autorisée à circuler librement d'un entrepôt à un autre. L'acquit-à-caution comporte, outre la déclaration détaillée des marchandises, la constitution d'une caution bonne et solvable à l'égard des marchandises non prohibées. La garantie de la caution peut être remplacée par la consignation des droits et taxes.



Acte unique européen (AUE)

L'Acte Unique est le texte prévoyant l'adoption des mesures visant à la réalisation d'un « **espace européen sans frontières intérieures** ». L'Acte unique européen (AUE) révisé les **traités de Rome** pour relancer l'intégration européenne et mener à terme la réalisation du marché intérieur.

L'AUE, signé par 12 pays, les 17 et 28 février 1986 à Luxembourg puis à La Haye, est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1987. Il apparaît comme une étape essentielle dans la relance de la construction européenne. Il a permis au processus d'achèvement du marché unique d'atteindre un point de non-retour.

La réalisation d'un espace européen efficace paraissait difficilement réalisable sur la base des traités existants, notamment en raison du processus décisionnel au sein du Conseil qui imposait le recours à l'unanimité pour l'harmonisation des législations.

C'est pourquoi, la conférence intergouvernementale qui a abouti à l'AUE avait un double mandat. Il s'agissait de conclure d'une part, un traité en matière de politique étrangère et de sécurité commune et, d'autre part, un acte modifiant le traité CEE, notamment au niveau :

- de la procédure de prise de décision au sein du Conseil ;
- des pouvoirs de la Commission ;
- des pouvoirs du Parlement européen ;
- de l'extension des compétences des Communautés.



Admission temporaire

Régime économique douanier qui concerne l'importation, pour une **durée limitée à 24 mois**, d'une marchandise qui sera utilisée en UE, puis réexportée en l'état. Ce régime permet de bénéficier d'une exonération totale ou partielle (selon le type de produit) des droits de douane et de la TVA. Il concerne par exemple le matériel d'exposition pour une manifestation.



AELE

AELE est l'acronyme d'**Association européenne de libre-échange**. Créé en 1959 cet accord concerne l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège et la Suisse.

L'AELE constitue une zone de libre-échange, avec l'absence de barrières tarifaires et non tarifaires. Chaque pays conserve cependant son système douanier vis-à-vis des pays tiers.



Aéroport douanier

Un aéroport est qualifié « d'aéroport douanier » lorsqu'un bureau des douanes y est installé de façon permanente ou intermittente et est de ce fait, ouvert à la circulation aérienne publique et au trafic aérien international. La Convention relative à l'aviation internationale civile connue sous le nom de « Convention de Chicago » a édicté dès 1944 qu'un vol international ne peut s'effectuer qu'entre deux aéroports douaniers.



AEMG

AEMG est l'acronyme d'« **Autorisation d'exportation de matériel de guerre** ». Ce régime de contrôle *a priori* des importations et exportations